

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9<sup>me</sup> ANNEE — N° 106

LE NUMERO :

14 juin - 27 juin 1971

0,50 F. B.

## La chasse aux jeunes est ouverte

Plusieurs faits divers récents ont dévoilé les premiers résultats de la campagne contre les jeunes qui se développe actuellement. A la Courneuve ou à Saint-Etienne, des patrons de café tirent sur eux, ailleurs un commis de magasin sanctionne froidement d'un coup de fusil un larcin d'enfant... Ce brusque accroissement de la digne violence des « honnêtes gens » se double d'ailleurs de l'omniprésence de l'appareil policier officiel : ainsi les interpellations et les vérifications d'identité se multiplient dans toute la France. Pourquoi donc la cible principale est-elle la jeunesse ?

Les pseudo-conflits de génération n'expliquent rien et masquent au contraire des raisons bien plus profondes : c'est sous cette forme mystifiée que se déguise parfois la matière d'un véritable conflit de classe. En effet, les générations qui entrent aujourd'hui dans la vie active n'ont connu de la contre-révolution que ses résidus actuels : le P.C.F., ses organisations de jeunesse, ses syndicats. Ces générations n'ont pas subi dans leur chair la double victoire du capital qu'ont eue la seconde guerre mondiale et la reconstruction capitaliste. Elles n'ont pas été soulevées par l'enthousiasme empoisonné de la victoire « antifasciste », mais s'en sont épargné les mortelles illusions. Certes, elles ne sont armées d'aucune tradition politique, mais à y bien réfléchir quelles sont celles qui pourraient bien leur offrir un « mouvement ouvrier » dont les pages de gloire sont les dérisoires « conquêtes sociales » du Front populaire, les sacrifices inutiles de la Résistance patriotique ou le vœu stupide de la « démocratie renouée » ? La profondeur de la contre-révolution et sa durée exceptionnelle ont balayé la mémoire collective du prolétariat pour lui substituer une vision petite-bourgeoise au service du capital.

L'ampleur même de cette amnésie collective donne des raisons d'espérer : à servir fidèlement la bourgeoisie, l'opportunisme a perdu toute séduction à l'égard des couches combattives, dont les jeunes forment la majorité. C'est pour cela qu'aujourd'hui, alors que la reprise de la lutte des classes en est encore à ses premiers balbutiements, il y a moins de distance entre deux jeunes révoltés, quelle que soit leur origine sociale, qu'entre un ouvrier conformiste, « responsable » — stalinien, pour tout dire — et un ouvrier « gauchiste ».

L'absence d'idéal, car ni la bourgeoisie ni ses valets staliens ne peuvent en offrir un, est un facteur décisif de la soi-disant crise de la jeunesse. Il s'y ajoute des raisons d'ordre matériel, comme le chômage, qui touche en priorité les jeunes

et dont l'évidence est un défi à tout endoctrinement scolaire. Enfin les jeunes ressentent d'autant plus fort toutes les frustrations de cette société qu'ils sont l'objet d'un « matraquage » constant de la publicité. Ils sont donc aliénés comme producteurs jetés à la rue avant même de travailler et comme consommateurs incapables de satisfaire les besoins qu'on leur crée. Dans ces conditions, la révolte des jeunes devient la préfiguration d'une révolution sociale qui renonce par avance à toute réforme pour détruire d'abord l'ordre existant avant d'en créer un supérieur. C'est en cela que l'indiscipline sociale de cette couche est lourde de promesses, alors que la discipline de fer que subit encore la classe ouvrière la tient enchaînée au capital.

Il n'y a pas d'autre explication à la répression qui s'abat sur tous les jeunes indistinctement. Elle ne prouve pas que les protagonistes du grand combat historique entre capital et travail salarié aient changé. Au contraire, si elle est impitoyable à l'égard de l'indiscipline sociale des jeunes c'est pour qu'elle ne contamine pas ceux dont l'indiscipline aurait des conséquences autrement catastrophiques pour l'économie capitaliste : les ouvriers industriels.

L'indifférence n'est pas de mise devant cette répression. Aucune analyse sérieuse ne saurait préférer l'apathie ouvrière à une combativité qui s'exprime à l'extérieur du prolétariat justement à cause de cette apathie cinquantenaire. Il est bien vrai qu'un mouvement prématuré du prolétariat lui coûterait cher : on se souvient qu'en mai-juin 1968, c'est seulement sur les grévistes que les C.R.S. ont tiré. Mais il ne faudrait pas croire que c'est cela qui retient les ouvriers. Leur prudence actuelle exprime l'influence empoisonnée de l'opportunisme, qui leur inculque en doses égales la peur et l'illusion. Le stalinisme se soucie bien de ménager les vies et personnes des travailleurs, lui qui les a allègrement envoyés au casse-pipe antifascis-

te ! Ce qui importe pour lui, c'est le respect de la paix sociale du capital, et si les séquestrations de la carotte n'y suffisent pas, il n'a pas de scrupules à réveiller la crainte du bâton : il n'est donc pas surprenant que l'hystérie anti-gauchiste du P.C.F. se double d'une démagogie anti-jeunes qui reprend à son compte les couplets de la bourgeoisie sur les casseurs, qui incuque le respect de l'outil de travail pour renforcer l'illusion d'une expropriation non-violente de la bourgeoisie : l'opportunisme a toujours le meilleur flair pour renifler d'où peut venir la menace contre l'ordre social qu'il défend !

La révolte des jeunes qu'il qualifie « d'infantilisme » n'est pas la retombée dans l'enfance d'un mouvement sage et mûr. C'est plus qu'une relève, c'est le rejet à la poubelle de l'histoire d'un cadavre décomposé. Le véritable infantilisme serait la théorisation des lacunes et faiblesses de ce mouvement, l'idéalisation de son extériorité par rapport au prolétariat et la cécité devant les tâtonnements de l'histoire : les forces de la révolution se frayent les voies qu'elles peuvent, s'infiltrant par les fissures du moment. Aujourd'hui elle dressent la jeunesse contre tout ordre et toute discipline ; et c'est au nom de l'ordre et de la discipline que le capital et les partis opportunistes conjuguent leur action pour la réprimer. Contre la montée de ces forces, la vieille société se raidit et mobilise tout son arsenal corrompue et répressif. La place des révolutionnaires, elle, est toute trouvée.

## A chacun sa "Longue Marche"

Les « marxistes » universitaires constituent une race bizarre. Pour eux, le communisme n'est pas un mode de production et un régime social aux caractères bien définis; au contraire, « communisme », « révolution », « dictature du prolétariat » ne sont que des noms applicables à n'importe quelle réalité décorée de l'étiquette « socialiste », qu'une coque vide dans laquelle on peut fourrer n'importe quel contenu, pourvu qu'il se réfère à un « modèle » concret, tangible, géographiquement situé, avec état-civil en règle et signature de l'auteur ; bref le produit d'une « pensée géniale », mais n'ayant surtout rien de « théorique » (horreur !), un produit chaque fois différent, imprévisible, et donc d'autant plus admirable.

Cette race bizarre adore le fait, et surtout ce fait particulièrement inconsistant qu'est l'individu. Staline décrète qu'en Russie « on construit le socialisme », et ces Messieurs s'agenouillent devant Staline ; Mao décrète que le socialisme est le parfum concentré des cent fleurs, et ils s'enivrent de la lecture du petit livre rouge ; Ho Chi Minh, Che Guevara ou Castro décrètent que le chemin au communisme passe par la guérilla paysanne et la libération nationale des pays du Tiers-Monde, et ils encensent tour à tour l'un ou l'autre.

Mêlant l'empirisme brutal au fidéisme le plus servile, ils travaillent à détruire les bases scientifiques du marxisme. Or — cela arrive aux empiristes tout comme aux mystiques — les dieux meurent, les modèles pâlisent, et ils sont remplacés sur les autels par de nouveaux dieux et de nouveaux modèles. L'étoile de Staline déclina et, selon les goûts, monte celle de Castro ou de Mao, qui ont chacun leur voie pour un communisme imprévu. Mao, à vrai dire, a joué jusqu'à ces derniers temps d'une faveur de durée peu commune. C'est naturel : le généralissime soviétique ne pouvait exhiber qu'une industrialisation forcée bien grise et bien matérielle ; le barbu cubain ne s'intéressait pratiquement qu'à la production du sucre ; le président chinois, lui, est le seul à avoir donné au monde une révolution culturelle et devant la « culture » (bien que personne n'ait jamais compris le sens exact de cette obscure formule dans la pensée du président) quel est l'universitaire, fût-il « marxiste », qui ne tomberait en extase ? Sweezy, chef de file des « marxistes » universitaires, ne voit-il pas déjà surgir des eaux du Fleuve Jaune l'« homme socialiste », cette « construction » patiente d'un « marxisme » qui n'est plus totalement absorbé par les vulgaires problèmes de la production planifiée et dirigée socialement ?

Nous avions beau dire, en nous appuyant sur les déclarations mêmes de la divinité de service, qu'en Chine on était en train de servir exactement le même plat — avec une autre sauce — que dans la Russie du « petit père des peuples », c'est-à-dire l'accumulation capitaliste primitive, processus respectable mais nullement « socialiste », et la formation d'un marché national pouvant servir de tremplin pour l'accès au marché mondial ; nous avions beau dire que la théorie de la coexistence pacifique est née à Pékin, que la « révo-

(Suite page 4)

## A PROPOS DU PAKISTAN :

## La cause du peuple ou la cause de Pékin ?

Plusieurs courants se partagent les maoïstes français. Les uns tentent de « construire » un parti de type stalinien ("Humanité Rouge", "Front Rouge"), les autres s'en désintéressent et versent dans le spontanéisme. Jusqu'à maintenant, il y avait peu de problèmes : les maoïstes soutenaient toutes les luttes quelles qu'elles soient et en particulier celles d'indépendance nationale. Malheureusement pour eux, si la Chine a pu soutenir verbalement ces combats jusqu'ici, elle arrive à la phase critique où les beaux principes bourgeois entrent en contradiction avec ses intérêts d'Etat et sa diplomatie internationale.

"L'H. R.", elle, ne tente même pas d'analyser le problème pakistanais : elle soutient « la juste position de la Chine rouge » et se contente de reproduire un éditorial du "Quotidien du Peuple" ("H. R.", n° 101). Quant à "la Cause du Peuple", sa spontanéité est telle qu'en deux numéros elle a pris deux positions diamétralement opposées sans en rougir. Que n'a-t-elle attendu le communiqué de l'Agence "Chine Nouvelle" avant de dire quoi que ce soit ? Gageons qu'à l'avenir les mao-spontex seront plus prudents !

Examinons d'abord l'article de la "C. d. P.", n° 38 du 8 avril au titre significatif : « Pakistan Bengale : la Liberté ou la Mort. » Voilà une « véritable » position maoïste de soutien inconditionnel à un soulèvement national. Citons quelques extraits : « Le Pakistan est un de ces Etats monstrueux que les impérialistes vainqueurs taillèrent

» dans les pays d'Orient comme » des morceaux d'étoffe. Tout » dans le Pakistan a été créé de » toutes pièces, même le nom ».

Plus loin : « Très tôt, les deux » Pakistan se sont dressés l'un » contre l'autre : d'un côté, le » Pakistan Occidental, siège du » gouvernement, pays des grands » propriétaires au pouvoir ; de » l'autre le Pakistan Oriental mi- » nusculé et surpeuplé, où des » millions de petits paysans meurent de faim sur des lopins de » terre, souvent endettés envers » les riches de l'autre Pakistan. » De plus, le Pakistan Oriental » a été "découpé" dans l'ancienne province du Bengale, » dont le peuple depuis un siècle » a mené des luttes farouches » contre les Anglais pour con- » quérir l'indépendance. Ce dé- » sir d'indépendance ne l'a ja- » mais quitté, il animait sourde- » ment les soulèvements de plus » en plus nombreux qui se sont

» succédé contre le pouvoir cen- » tral. »

Voilà donc l'analyse de l'Etat pakistanais qui pousse la "C. d. P." à soutenir la lutte des Bengalis en relation avec le mouvement naxaliste : «... le peuple est » descendu dans la rue des villes » du Pakistan Oriental : il n'a » que ses mains et ses javelots » pour se battre, mais il sait que » de l'autre côté de la frontière » en Inde, les paysans de Naxal- » bari n'avaient pas d'autres ar- » mes lorsqu'ils se sont levés et » qu'ils ont vaincu. »

Puis enfin une phrase sur l'attitude de l'Inde : « Et si Indira » Ghandi, qui depuis des années » vend l'Inde au plus offrant, pa- » rait soutenir le soulèvement, » elle n'en a pas moins renfor- » cé les gardes aux frontières, » car les deux Bengales ont dé- » jà commencé à se rejoindre. »

Conclusion de la "C. d. P." : « C'est dans l'Asie tout entière » que les peuples détruisent les » Etats fantoches et les frontières » que les impérialistes leur » avaient imposées, au Vietnam » sur le 17<sup>e</sup> parallèle, en Corée » sur le 38<sup>e</sup> parallèle, comme » maintenant dans le Bengale » insurgé. »

Vive donc le Bengale insurgé et à bas l'Etat pakistanais fantoche ! Nos spontanéistes n'ont vraiment pas beaucoup d'imagination : ils ont soutenu les Bengalis parce qu'ils « bougeaient » sans se poser trop de questions

(Suite page 4)

## PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Tous les jeudis, de 19 heures à 22 heures; les samedis 26 juin et 10 juillet, de 15 heures à 19 heures; les dimanches 20 juin et 4 juillet, de 10 heures à 12 heures, au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins).
- A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).
- A SAINT-ETIENNE : Tous les jeudis, de 18 heures à 20 heures, au "Cercle pédagogique", 90 bis, boulevard Valbenoite.

# Le mouvement des "panthères noires"

Dans le cadre d'une série d'articles sur les mouvements de classe aux Etats-Unis, nous commencerons par donner un bref aperçu des "Panthères Noires". Ce mouvement est celui qui exprime le mieux à l'heure actuelle l'aspiration à l'émancipation de la communauté noire et son combat quotidien contre la violence de la police, acharnée dans sa répression contre cette couche sociale sans poids économique et totalement abandonnée à elle-même qu'est le sous-prolétariat.

Le journal "Black Panther" est l'écho assidu de ces combats et des problèmes de défense et d'organisation de la « communauté » qu'ils entraînent. Ses photographies sont celles des militants tués ou emprisonnés, des manifestations et des luttes contre les flics, des dévastations commises par ceux-ci, des champs de bataille et même des ennemis tués dans la bagarre, les « pigs » (cochons), c'est-à-dire les policiers.

Cette lutte contre un ennemi qui se présente toujours et seulement sous les traits du flic, derrière lequel on ne réussit pas à voir la détermination sociale et politique, est bien significative du véritable esprit du mouvement, qui s'épuise graduellement dans la lutte, sans parvenir à s'attaquer à la racine du mal.

Ses chefs sont délibérément et fréquemment brutalisés par la police, qui recherche tous les prétextes pour engager une bataille qui lui permettrait d'éliminer les éléments dangereux, chose qui lui a réussi plusieurs fois : comme dans l'attaque où ont été tués Bunchy Carter (membre du « ministère de la Défense ») et John Huggins (du « ministère de l'information ») et où Eldridge Cleaver (réfugié en Algérie depuis) a été blessé. L'autre moyen est l'arrestation, suivie naturellement d'un verdict de classe : Huey P. Newton, théoricien du groupe, Bobby Seale et Angela Davis sont les plus connues parmi les victimes de ces coups de filet. A l'heure actuelle, plus de 400 membres des "Panthères Noires" sont en prison. La police attaque également les locaux du parti : c'est ce qui s'est passé durant les préparatifs de la session plénière de Philadelphie pour la « Convention constitutionnelle du peuple révolutionnaire ». Elle intervient aussi dans des bagarres suscitées par des épisodes isolés, un enfant, un ivrogne brutalisés, et auxquelles participent bientôt tous les habitants du quartier. La guerre ouverte est le lot quotidien de cette communauté qui se considère elle-même comme un bloc opposé à tout le reste de la société.

Malgré toutes les différences, les membres de la « communauté » se sentent unis par une solidarité effective. Les "Panthères Noires" mettent en effet au premier plan l'unité totale de leur groupe racial, et prennent la direction de toutes les batailles, même les plus insignifiantes, sans s'arrêter (et ils en font un point d'honneur) à des scrupules moraux et légaux : ils n'hésitent pas à défendre « l'élément criminel », dans lequel ils voient le résultat d'une oppression désespérée. Les "Panthères Noires" se posent effectivement comme les représentants du peuple noir opposé au peuple blanc. Ceci constitue sans aucun doute une limite théorique ; mais quel parti « marxiste » a le courage, aujourd'hui, de défendre un « délinquant de droit commun », un « blouson noir », de montrer les racines sociales et les rapports de classes aberrants qui produisent ces éléments « asociaux » et les révoltes individuelles qui ne pourront trouver d'issue que si elles s'insèrent dans une poussée de révolte sociale organisée ?

La défense de l'action même individuelle des membres de leur

communauté représente à la fois la force et la faiblesse théorique d'un mouvement qui dépasse les limites de classe pour s'étendre jusqu'à celles de la communauté raciale. Le parti des "Panthères Noires" ne lutte pas pour le noir en tant que prolétaire opprimé, brutalisé, rejeté, « paupérisé », et par conséquent plus sensible à la propagande de la révolution sociale : il lutte pour le noir en général afin de l'affranchir de l'oppression du blanc en général, c'est-à-dire en donnant beaucoup plus d'importance aux différences ethniques qu'aux différences de classe. Il ne reconnaît l'existence de la lutte de classe qu'au sein de chaque communauté, quasiment comme une affaire intérieure de celle-ci. S'il s'adresse ouvertement en priorité au sous-prolétariat noir, dont il revendique l'acharnement dans la lutte, c'est parce qu'il voit dans sa situation la condition générale du noir et un moyen pour l'émancipation de la communauté noire en tant que telle, sans comprendre que seule l'émancipation de la classe laborieuse, par la destruction du capitalisme, permettra l'émancipation de toutes les couches opprimées et le dépassement de toute « question raciale ».

Certes, la communauté noire, avec d'autres minorités raciales, est la partie de la société américaine qui comprend les éléments les plus exploités, les plus mal traités, les manœuvres qui n'ont d'autre fonction que de fournir de la force de travail brute, les chômeurs que le progrès technique produit et reproduit continuellement, les éléments qui n'ont pas de travail régulier, les gens « sans foi ni loi », les « asociaux », la « pègre », ceux qui ont un « Chromosome en trop », ceux qui ont une « tendance à la criminalité », etc. ; mais on ne peut nullement la considérer comme une communauté différente, comme un groupe indépendant qu'on pourrait séparer de l'ensemble de la société : ce serait tomber non seulement dans l'utopie, mais dans une vision pour le moins rétrograde.

Les prolétaires et sous-prolétaires noirs demeurent isolés dans une lutte qui ne reçoit qu'épisodiquement l'appui des autres travailleurs. Avoir la peau blanche, aux U.S.A., signifie qu'on reçoit un traitement de faveur à l'usine et dans la société, un privilège que, dans cette phase de désagrégation des organisations de classe, politiques et économiques, on s'efforce de défendre également contre la concurrence des camarades de même race, selon la loi inhumaine du monde capitaliste, qui veut que l'homme soit un ennemi pour l'homme. Dans ces conditions, il est parfaitement compréhensible que les noirs ne considèrent pas les prolétaires blancs comme leurs frères, d'autant plus que l'Etat bourgeois a compris depuis longtemps que fomenté la haine raciale signifie conjurer la solidarité de classe capable de l'ébranler jusque dans ses fondations. Il est juste que ceux qui, sous le prétexte que les salariés blancs sont absents de la scène politique, en concluent que les noirs doivent se contenter « d'attendre », s'attirent le plus grand mépris. Les prolétaires combattifs, même s'il ne s'agit que d'une petite avant-garde, indépendamment

de la couleur de leur peau, doivent se mettre en mouvement pour entraîner les couches indécises, ils doivent leur montrer la nécessité de s'organiser pour s'opposer au développement même du capitalisme, à sa pression écrasante sur la classe qui vend sa force de travail, et pour l'abattre. Qu'une telle organisation, par une série de circonstances données, comprenne temporairement une majorité de salariés noirs, ne doit rien changer au caractère non racial de l'organisation elle-même.

La classe ouvrière américaine a été trop longtemps privée de direction politique pour pouvoir surmonter les immenses difficultés qui s'opposent au développement d'un tel processus sans devoir mener un combat très dur non seulement contre le capital, mais même pour définir ses propres intérêts de classe et supporter des sacrifices douloureux et des tentatives vouées à l'échec. C'est pourquoi elle devra inévitablement payer un lourd tribut, se mettant momentanément à suivre des idéologies inadéquates, impropres à la lutte de classe prolétarienne.

Le mouvement des "Panthères Noires" souffre particulièrement de ce tragique isolement. Son erreur, c'est de le considérer comme définitif. Incapable d'arriver seul à l'analyse de la situation actuelle, résultat de la victoire de la contre-révolution, qui dure de

puis plusieurs dizaines d'années et s'étend au monde entier, il a recherché une entente avec le parti communiste officiel des Etats-Unis, complètement inféodé aux positions du stalinisme, et il en est plus tard inévitablement arrivé à la rupture à propos de l'usage de la violence, sur lequel ils ont une attitude diamétralement opposée. La recherche d'un contact avec des forces plus combattives a donc conduit les "Panthères Noires" à se rapprocher des « marxistes-léninistes », patronnés d'une part par la Chine, d'autre part par le « Tiers-Monde », qui se trouvent apparemment dans la même situation, opprimés qu'ils sont par le même impérialisme, et qui ont à leur actif une guerre nationale contre les Etats-Unis.

C'est par cet apport hybride - qui confond la lutte pour l'indépendance (plus ou moins réelle) avec la lutte pour l'émancipation prolétarienne - que les "Panthères Noires" ont « enrichi » leurs positions précédentes : c'est de là que vient la théorie qui met sur le même plan la lutte des sous-prolétaires noirs et celle des peuples coloniaux, en assimilant le rapport entre communauté blanche et communauté noire au rapport entre la métropole et sa colonie : il y a donc « une classe ouvrière de la métropole et une classe ouvrière de la colonie » noire, avec des intérêts propres et divergents. C'est pourquoi on af-

firme la nécessité d'organisations distinctes et même opposées, en allant même jusqu'à postuler une véritable solidarité permanente entre les ouvriers blancs et leur classe bourgeoise dominante, d'une part, et entre les différentes couches de race noire, d'autre part. Autrement dit, on remplace la lutte de classes par la lutte des « communautés » raciales.

La responsabilité de cette attitude est rejetée, il est vrai, sur les prolétaires blancs, « parasites qui vivent aux dépens de l'humanité », et c'est en partie juste (bien que l'analyse et la perspective soient erronées). Il ne semble pas toutefois que les "Panthères Noires" aient jamais compris la solidarité de classe autrement qu'en fonction de leurs propres intérêts de communauté, au lieu de faire converger ceux-ci dans les intérêts généraux de la classe ouvrière. De plus, le mouvement s'adresse explicitement non à la classe ouvrière, mais au sous-prolétariat en général, et au sous-prolétariat noir en particulier : « Nous sommes le Lumpen » déclare fièrement Cleaver ; le « Lumpenprolétariat (prolétariat en haillons) comprend tous ceux qui n'ont aucun rapport sûr, ou qui n'ont investi aucun capital dans les moyens de production ou dans les institutions de la société capitaliste, ceux qui sont perpétuellement

(Suite page 4)

## DEDIE AUX AMATEURS DE "NOUVEAUTÉS" :

### Cinq vieilles questions toujours actuelles posées à l'opportunisme

« La situation a changé. Il y a des conditions nouvelles ; et à conditions nouvelles, programme nouveau... » : c'est ce que répondent souvent à nos camarades qui défendent l'invariance du programme communiste, aussi bien les vieux militants de la C. G. T. ou du P. C. F. que les jeunes gauchistes.

L'argument sert aux naïfs, mais surtout aux renégats, qui croient pouvoir échapper ainsi à toute critique et à tout jugement — puisque chaque situation est sans commune mesure avec la précédente ! —, et faire avaler la vieille soupe réformiste des « socialistes de gouvernement » des années 1914, des Jouhaux, des Sembat, des Millerand, en la servant dans les nouvelles assiettes qui s'appellent « lutte contre les monopoles », « nouvelle forme

d'alliance avec les nouvelles classes moyennes », « voie pacifique au socialisme »...

Tout est-il nouveau ? Notre presse s'applique sans relâche à relier les événements actuels à l'expérience passée de la classe ouvrière, à en tirer les leçons (et non à « donner des leçons » comme nous le reprochons démagogiquement les courtisans intéressés des prolétaires !). Nous nous contenterons donc cette fois de citer le texte préparé par Trotsky à l'intention du Parti Socialiste Français, avant la scission de Tours et en vue du II<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'Internationale communiste, en 1920 : Lénine comme Trotsky connaissaient les faiblesses profondes du mouvement ouvrier français et jugeaient nécessaire de lui imposer, pour l'adhésion à l'Internationale, des conditions particulièrement rudes.

Dans la mesure où il soulève actuellement, dans la pratique, la question de son entrée dans la II<sup>e</sup> Internationale, il faut poser au parti socialiste français des questions claires et nettes, définies d'après les considérations exposées ci-dessus. Seules des réponses franches et précises, confirmées par le « parti », c'est-à-dire par ses éléments responsables, peuvent donner à la question de l'entrée du parti socialiste français dans l'organisation communiste internationale un contenu réel.

Elles pourraient être par exemple les suivantes :

1) Reconnaissez-vous toujours, comme par le passé, le devoir de la défense nationale pour le parti socialiste à l'égard de l'Etat bourgeois ? Considérez-vous comme admissible de soutenir la République bourgeoise française dans ses éventuels conflits militaires avec d'autres Etats ? Trouvez-vous admissible le vote de crédits militaires, aussi bien actuellement que dans le cas d'une nouvelle guerre mondiale ? Renoncez-vous catégoriquement au mot d'ordre traître de la défense nationale, oui ou non ?

2) Considérez-vous comme admissible la participation des socialistes aux gouvernements bourgeois, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre ? Considérez-vous comme admissible que le groupe parlementaire socialiste, la fraction socialiste du Parlement puisse apporter un soutien direct ou indirect, au gouvernement bourgeois ? Jugez-vous possible de souffrir plus longtemps dans les rangs de votre parti les hommes indignes qui vendent leurs services aux gouvernements capitalistes, aux organisations du capital, à la presse capitaliste, et

les servent en qualité de fonctionnaires, responsables de la ligue des brigands baptisée Société des Nations, comme Albert Thomas, de rédacteurs de la presse bourgeoise, comme Alexandre Varenne, d'avocats ou de défenseurs au Parlement des intérêts capitalistes, comme Paul Boncour et autres ? Oui ou non ?

3) Etant donné la violence que l'impérialisme français exerce sur des peuples faibles, et en particulier sur les peuples coloniaux arriérés d'Afrique et d'Asie, considérez-vous de votre devoir de mener une lutte irréconciliable contre la bourgeoisie française, son parlement, son armée, dans les questions du pillage du monde ? Vous engagez-vous à soutenir cette lutte par tous les moyens à votre disposition, partout où elle surgit, en particulier sous forme d'insurrection ouverte des peuples coloniaux opprimés contre l'impérialisme français ? Oui ou non ?

4) Considérez-vous qu'il est nécessaire de déclencher une lutte systématique et sans merci contre le syndicalisme français officiel, lequel s'est orienté sans réserve vers la concorde économique, la collaboration de classe, le patriotisme, etc., et substitue aujourd'hui délibérément à la lutte pour l'expropriation révolutionnaire des capitalistes par la dictature du prolétariat, un programme de nationalisation des chemins de fer et des mines par l'Etat capitaliste ? Considérez-vous comme un devoir pour le parti socialiste de mener dans les masses ouvrières — en liaison étroite avec Loriaut, avec Monatte, avec Rosmer (1) — une agitation énergique afin de débarrasser le mouvement ouvrier français des Jouhaux, Dumoulin, Merrheim et autres traîtres à la

classe ouvrière ? Oui ou non ?

5) Estimez-vous possible de souffrir la présence dans les rangs du parti socialiste d'hommes qui prêchent la passivité et paralysent la volonté révolutionnaire du prolétariat en lui inculquant l'idée que le « moment actuel » n'est pas favorable à l'instauration de sa dictature ? Considérez-vous au contraire comme de votre devoir de dénoncer aux masses ouvrières la duperie suivant laquelle le « moment actuel », selon l'interprétation des agents de la bourgeoisie, n'est jamais propice à la disparition de la bourgeoisie : avant-hier parce que l'Europe traversait une période de puissante expansion industrielle qui restreignait le nombre des mécontents, hier parce qu'il s'agissait de défense nationale, aujourd'hui parce qu'il faut guérir les plaies ouvertes par les exploits de la défense nationale, demain parce que le travail de reconstruction de la bourgeoisie aura provoqué une nouvelle guerre et ressuscité du coup le devoir de défense nationale ? Pensez-vous que le parti socialiste doit commencer sans retard une véritable préparation de la poussée révolutionnaire contre la société bourgeoise afin de s'emparer dans le plus bref délai du pouvoir d'Etat ? Oui ou non ?

(Publié dans la Pravda en juillet 1920, repris dans Trotsky, Le mouvement communiste en France, textes choisis et commentés par Pierre Broué, Ed. de Minuit, 1927, pp. 80-81).

(1) Représentants de la fraction syndicaliste révolutionnaire, dont l'Internationale saluait la combativité, tout en critiquant ses illusions anarchisantes et ses préjugés contre le parti.

Changez quelques noms à ce « vieux » texte de 1920. N'obtenez-vous pas un véritable portrait en négatif, toute l'histoire inscrite par avance de l'ac-

tuel P. C. F., avec toutes ses « nouvelles » solutions qui ne sont que les réponses non révolutionnaires, toujours les mêmes, aux questions que pose la lutte des classes ?

#### Correspondance :

" le prolétaire "  
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

#### Versements :

" le prolétaire "  
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

#### Abonnements :

" le prolétaire "

1 an : 10 F (100 FB)  
6 mois : 5 F (50 FB)

(pli fermé : 15 et 7,50 F)

" programme communiste "

1 an : 15 F (150 FB)

" programme communiste "

et " le prolétaire "  
1 an : 25 F (250 FB)

#### Bulletin d'abonnement

NOM : .....

Prénoms : .....

Adresse : .....

★ " prolétaire " : 6 mois.

★ " prolétaire " : 1 an.

★ " programme communiste "

★ combiné.

(entourer l'étoile)

# Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros 82, 84, 86, 87, 89, 91, 93, 97, 98, 101, 103 et 104 du "prolétaire".)

## La position du Stalinisme

La théorie de la révolution « par étapes » est exactement l'inverse de la position marxiste qui était, comme nous l'avons montré, à la base de la tactique de l'Internationale Communiste en 1920. Cette théorie aussi à une longue tradition : c'est cette même théorie que les mencheviks soutenaient en Russie et la bourgeoisie démocrate en Chine. Admettre en effet que dans une révolution nationale le prolétariat ne peut avoir d'autre fonction que d'appuyer le mouvement bourgeois jusqu'à l'issue du conflit, est la doctrine typique de la bourgeoisie, car cela signifie : 1° briser le lien entre le prolétariat d'un pays donné et le prolétariat mondial et voir dans la révolution prolétarienne, qui est nécessairement internationale, un fait de caractère national ; 2° soumettre les intérêts de classe du prolétariat à ceux de la bourgeoisie en affirmant qu'elle seule est capable de mener à bien la révolution nationale.

Cette position correspond exactement au gradualisme réformiste des partis opportunistes d'Europe occidentale, qui affirmaient la nécessité pour le prolétariat de mener à son terme la révolution bourgeoise « inachevée » au moyen de la lutte pour les réformes. Ce n'est pas un hasard si Lénine a toujours mis les mencheviks russes dans le même panier que les sociaux-démocrates droitiers d'Occident, comme participant d'une même déviation, due à l'influence de la petite-bourgeoisie sur le prolétariat. Interprétation incorrecte de la théorie marxiste, cette position exprime les intérêts de la bourgeoisie dans le camp du prolétariat, en soutenant la thèse que dans les pays où la révolution bourgeoise est à l'ordre du jour la direction en revient à la bourgeoisie et que c'est seulement lorsque celle-ci a accompli toutes ses tâches démocratiques qu'on peut commencer à songer à la renverser. Là où au contraire la révolution bourgeoise est accomplie, on déclare qu'elle n'a pas été bien faite et que le prolétariat avant de prendre le pouvoir doit attendre la réalisation des réformes. Cette tactique, appliquée à la Chine par l'Internationale désormais complètement soumise à l'Etat russe, a eu pour effet, comme nous l'avons vu, la destruction du mouvement prolé-

tarien et la défaite de 1925-1927. Il ne s'agit évidemment pas de désigner un coupable dans la personne de Staline, mais de reconnaître une ligne politique et de montrer à quels intérêts de classe elle correspond. Quand nous aurons démontré cela, nous aurons également répondu à la question : « qui a le pouvoir en Chine ? »

Dès 1911 la bourgeoisie chinoise avait montré qu'elle craignait davantage le mouvement des masses prolétariennes et de la paysannerie que la domination de l'impérialisme mondial et des « Seigneurs de la guerre ». A peine la république était-elle instaurée, que Sun Yat-sen remit le pouvoir à un de ces Seigneurs, et durant toute la première guerre mondiale la bourgeoisie chinoise « révolutionnaire » se contenta d'improuver la bienveillance de l'impérialisme. Après la guerre tous ses espoirs furent évidemment déçus, mais pendant ce temps la vague de la révolution prolétarienne avait commencé à ébranler aussi la Chine : après 1920 se développa un puissant mouvement de lutte du prolétariat, complètement autonome et dirigé par un parti communiste petit en nombre mais bien aguerri, tandis que la tension montait dans les masses paysannes réduites à la misère. Il est clair que dans cette situation l'élimination de la domination impérialiste et l'unification du pays, tâches spécifiquement bourgeoises, étaient à l'ordre du jour. Mais la bourgeoisie chinoise pouvait-elle les mener à bien ? Même si cela avait été possible (comme Staline l'affirma), le prolétariat aurait dû à tout prix sauvegarder son autonomie d'organisation et de programme à l'égard du mouvement démocratique et, tout en reconnaissant la nécessité immédiate d'appuyer la lutte pour l'unification du pays il aurait dû se préparer à aller plus loin et à combattre sa propre bourgeoisie en liaison avec le prolétariat international et avec la Russie soviétique. Que la bourgeoisie chinoise fût plus ou moins révolutionnaire, de toute façon le prolétariat aurait dû la soutenir, mais JAMAIS s'y soumettre. Les thèses de Lénine et de l'Internationale sont parfaitement claires sur ce point. Mais en réalité la bourgeoisie chinoise était indissolublement liée à l'impérialisme et aux « Seigneurs de la guerre » et craignait plus que tout le mouvement des masses. Elle savait que le mouvement du prolétariat et des paysans pauvres, une fois commencé ne se serait pas arrêté à la simple revendication de l'indépendance et de l'unité nationale, mais aurait continué sur sa lancée, vers la réforme agraire et vers la dictature du prolétariat. Mais sans la mobilisation des masses prolétariennes et paysannes, atteindre l'objectif national devenait impossible. Devant ce dilemme, la bourgeoisie chinoise et son parti étaient complètement impuissants et ils espéraient en sortir au moyen d'un accord diplomatique avec les puissances impérialistes. La bourgeoisie fut la première à prendre peur quand, en 1925, les ouvriers de Canton commencèrent à bouger et pour prendre la tête du mouvement elle posa à l'Internationale des conditions draconiennes : soumission complète du prolétariat, renonciation absolue, au nom de l'unification nationale, à toute revendication particulière de classe, dissolution du parti communiste chinois. La contre-révolution qui avait triomphé en Europe et était sur le point d'abattre l'Etat prolétarien en Russie vint au secours de la bourgeoisie chinoise par l'intermédiaire de la diplomatie russe. En acceptant les conditions posées par les bourgeois chinois, celle-ci semblait dire : « Soyez tranquilles, nous ferons en sorte que ce qui est arrivé en Russie en 1917 ne se reproduise pas chez vous ». Malgré tout cela

le Kuomintang mena toujours la lutte sur deux fronts : d'une part de faibles tentatives pour combattre les « seigneurs de la guerre », d'autre part la répression la plus féroce et la plus décidée du mouvement ouvrier et paysan, qui s'était pourtant complètement soumis aux intérêts bourgeois, et ce, jusqu'à

## La ligne de Mao

La contre-révolution mondiale s'était affirmée en Chine à travers la tactique imposée au parti communiste par les dirigeants de l'Internationale et de l'Etat russe et avait réussi à vaincre le prolétariat et les paysans chinois au cours d'une sanglante bataille. Le contre-coup international de cette victoire du capitalisme mondial sur les ouvriers chinois fut terrible : l'Internationale passa définitivement aux mains de l'appareil d'Etat russe, les ailes opportunistes des partis communistes triomphèrent et liquidèrent l'opposition de gauche, l'appareil d'Etat russe écrasa et détruisit le parti bolchévique. La contre-révolution bourgeoise continua son œuvre en Chine au moyen du parti communiste reconstitué, réorganisé sur des positions non marxistes, mais populistes et petites-bourgeoises. Le mouvement du prolétariat n'existait plus ; la contre-révolution bourgeoise était victorieuse dans le monde entier et en Russie elle avait complètement renié le programme marxiste. Le parti communiste chinois pouvait renaitre de deux manières : ou bien il tirait les leçons de 1925-27 d'un point de vue marxiste, reniait toute la politique de l'Internationale en Chine, démasquait l'Etat russe comme Etat bourgeois, et revenait aux positions authentiques de Lénine, ou bien il se soumettait définitivement à la direction politique de la bourgeoisie et devenait le parti bourgeois contre le Kuomintang qui avait renoncé à ses objectifs c'est-à-dire qu'il devenait le « véritable Kuomintang »...

## Qu'est-ce que la révolution bourgeoise ?

Quand les marxistes parlent de « révolution bourgeoise », ils envisagent le renversement des obstacles qui s'opposent au développement des forces productives sous une forme capitaliste et la création d'un terrain social et politique favorable au développement du mode de production capitaliste et des rapports de production bourgeois. Ils n'envisagent pas et ils n'ont jamais envisagé une révolution devant être menée par la seule bourgeoisie en tant que classe physique, en tant que couche sociale déterminée. En 1905, Lénine écrivait que « la révolution bourgeoise est une révolution qui ne sort pas des limites du mode de production capitaliste », et le marxisme a toujours expliqué que le démentèlement des rapports de production précapitalistes devient, à un certain stade du développement historique, une exigence « sociale », c'est-à-dire commune à différentes couches et classes sociales parmi lesquelles en particulier le prolétariat. Il s'agit donc d'une situation où doivent être établis des rapports plus modernes et sur une échelle plus vaste que les précédents, et ces nouveaux rapports ne peuvent s'instaurer que par le développement du mode de production capitaliste. Cette révolution est une révolution bourgeoise dans la mesure où elle poursuit des objectifs bourgeois et ne dépasse pas cet horizon. Le développement du commerce, la généralisation des échanges mercantiles et de la production de marchandises, leur extension à une plus vaste échelle, la libération de la paysannerie des liens féodaux et sa possibilité de constituer une masse de travailleurs salariés, le morcellement du latifundium et la codification de la vente de la terre, l'abolition des monopoles naturels qui empêchent la libre concurrence, constituent autant d'objectifs bourgeois car ils favorisent le développement du

l'issue définitive : en 1927 le Kuomintang passe ouvertement dans le camp de l'impérialisme et réprime dans le sang un mouvement de masse qui n'avait rien fait pour s'organiser de façon autonome puisqu'il avait été privé de sa direction naturelle : le parti communiste et le programme marxiste.

Les forces contre-révolutionnaires étaient trop puissantes à l'échelle mondiale et la saignée subie par le prolétariat chinois trop grave pour que puisse se réaliser la première possibilité, malgré la tentative désespérée de nombreux militants pour ramener le parti sur la voie de la révolution et réorganiser le prolétariat urbain vaincu. Ces deux perspectives s'affrontent de 1927 à 1930 au sein du parti chinois, mais à la fin c'est la ligne tendant à transformer le parti en parti national bourgeois qui l'emporte : c'est la ligne de Mao. Le prolétariat urbain est complètement abandonné. La défaite de 1927 est considérée comme un épisode malheureux dû à l'incapacité des dirigeants du parti et à la trahison de « certaines franges » bourgeoises ; on ne songe pas un instant à critiquer la politique du Komin-tern, et on déclare qu'en passant de la ville à la campagne la révolution est entrée dans une phase supérieure ; on rappelle que la révolution doit se faire par étapes et que dans l'étape de la lutte pour l'indépendance nationale il faut s'efforcer « d'unir tout ce qu'il est possible d'unir » et donc de mettre une sourdine à toute revendication autonome du prolétariat et des paysans pauvres. Le P. C. C. adopte pour programme les « trois principes du peuple » de Sun Yat-sen et devient, selon la propre affirmation de Mao, le « véritable Kuomintang », c'est-à-dire le véritable parti national bourgeois en Chine.

bourgeoisie parisienne et du prolétariat naissant et de l'autre le mouvement de la paysannerie qui détermineront le développement de la révolution jusqu'à l'abolition de tous les vestiges de la féodalité. Les intérêts réels et historiques de la classe bourgeoise furent donc représentés par les couches petites-bourgeoises, qui d'ailleurs ne pouvaient et ne peuvent jamais avoir qu'une perspective bourgeoise. La paysannerie française, la petite-bourgeoisie urbaine, le prolétariat naissant réalisèrent les objectifs de la bourgeoisie et c'est pourquoi le pouvoir instauré fut un pouvoir bourgeois, même si aucun élément de cette classe n'y fut physiquement représenté. Que réclamaient en effet les paysans ? Ils réclamaient la division et la répartition des terres féodales. Tel est leur intérêt immédiat, et c'est pour cet intérêt qu'ils combattent. Mais la petite propriété paysanne, cela signifie le libre commerce de la terre, la possibilité absolue d'acheter, de vendre, de transmettre la terre, c'est-à-dire que dans l'immédiat la terre est soumise à la domination du capital financier ; c'est justement au nom de la liberté du commerce qu'une partie des paysans est expropriée et tombe dans le prolétariat, de même qu'une fraction toujours plus grande de la petite-bourgeoisie urbaine, les moyens de production se concentrent dans un nombre de mains de plus en plus restreint, le mode de production capitaliste prend un élan extraordinaire et peut mettre la main sur toute la production sociale sans rencontrer d'obstacles. La révolution avait donc objectivement une base et des objectifs qui devaient entraîner la ruine des couches révolutionnaires et la domination économique et politique de la classe bourgeoise.

Si notre analyse se limitait aux aspects les plus superficiels et ne considérait que les couches sociales qui ont pris part physiquement au mouvement, nous devrions aboutir à la conclusion que la révolution française fut la révolution des paysans et de la petite-bourgeoisie et que le pouvoir napoléonien était celui de la paysannerie. Au contraire, Napoléon 1<sup>er</sup> représentait les intérêts généraux de la bourgeoisie et du développement du mode de production capitaliste en s'appuyant sur les paysans qui, en défendant leurs intérêts particuliers, défendaient la domination bourgeois-

(Suite page 4)

## QUAND L'ETAT CHINOIS donne un coup de main à l'impérialisme français !

Dans le communiqué conjoint sur l'établissement des relations diplomatiques entre la république populaire de Chine et la république fédérale du Cameroun, l'Etat chinois déclare qu'il « soutient la politique de non-alignement pratiquée par le Gouvernement de la république fédérale du Cameroun ». ("Pékin Information", 12-4-71).

Rappelons simplement que le premier acte du gouvernement camerounais fut de « demander » au gouvernement français les parachutistes nécessaires à la liquidation de la lutte anti-coloniale dirigée par l'U. P. C. et qu'en 1964 ce même gouvernement déclara être disposé à reconnaître la Chine dès « qu'il aurait la preuve que la Chine populaire ne s'ingérerait plus dans les affaires intérieures du pays. »

Cela ne fera croire à personne que le grand Cameroun est indépendant, mais en revanche cela fera tomber beaucoup d'illusions sur « l'aide révolutionnaire » de la Chine. Nous sommes à une époque où les mythes ne résistent pas au commerce !

## QUEL EST LE PLUS CRETIN DES DEUX ?

Dans une question écrite au Ministre des Affaires Etrangères, Léon Feix, guignol parlementaire du P. C. F. s'étonne que « Les parlementaires du groupe communiste désignent pour faire partie d'une délégation en Chine populaire risquaient de s'en trouver exclus, les autorités chinoises ayant fait apparaître (sic !) le désir de ne pas les accueillir. » Et notre pantin de se demander « si cette information est exacte et, dans l'affirmative, les interventions que compte effectuer le gouvernement français afin d'éviter de telles discriminations à l'égard d'un groupe parlementaire. »

Quel est le plus atteint des deux par le crétinisme parlementaire, le P. C. F. qui demande à son gouvernement, dont il prétend être l'ennemi irréductible, de servir d'arbitre entre deux partis soi-disant communistes, ou bien le gouvernement chinois, grand matamore de l'anti-impérialisme, qui préfère les députés de la majorité officielle à ceux de « l'opposition » ?

Que l'on ne vienne pas nous chanter que les ouvriers ont quelque chose à attendre de ces canailles !

## A chacun sa "Longue Marche"

(Suite de la première page)

lution ininterrompue » sent à plein nez le stakhanovisme et que « l'anti-révionisme » maoïste n'est que la couverture idéologique des antagonismes économiques et matériels de règle entre grandes puissances : les universitaires répondaient avec entêtement : oui mais... c'est quand même autre chose !

Des événements récents peuvent faire prévoir que l'idole va bientôt changer de nom et de visage. Avec un sens de l'à-propos digne d'une culture ancienne et raffinée, Mao s'est débarrassé de ses fidèles admirateurs du Bengale en prenant chaleureusement parti pour le gouvernement central du Pakistan, dont on connaît la férocité dans la répression de tout mouvement populaire et de toute organisation suspecte de communisme. Il l'a fait — plus malproprement encore que la Russie protégeant Nasser, le massacreur de communistes... pro-soviétiques — pour défendre de vulgaires intérêts de grande puissance, en l'occurrence pour gêner les affaires de son concurrent mondial, qui est l'Inde. Peu après, il a saisi au vol les balles de ping-pong américaines pour célébrer l'éternelle amitié de la Chine et des U.S.A. en guerre contre les fidèles vietcong et pour lancer un pont vers le commerce, les capitaux, la technologie des « tigres de papier » et vers ce paradis de tous les Etats bourgeois, l'O.N.U. Alors, c'est « la même chose » ou c'est différent ? Hélas ! derrière la « culture » se cachait le business ! Les affaires sont les affaires. Comment accuser encore Moscou de révionisme pour avoir flirté avec Washington et pour avoir laissé tomber les peuples opprimés par l'impérialisme ?

La race des « marxistes » universitaires a, il faut le reconnaître, une qualité innée : celle de savoir flairer à temps l'odeur de cadavre. Les coups de théâtre n'avaient pas encore éclaté (il est vrai qu'il s'agit de coups de théâtre préparés de longue date, peut-être même à l'abri de la révolution culturelle), les lignes téléphoniques ne s'étaient pas encore mises à vibrer d'excitation entre Washington, Londres, Paris, Bonn, Rome et Pékin, que déjà le n° 1 des marxistes universitaires, Sweezy, avait découvert un nouveau dieu ainsi qu'un nouveau modèle : le premier s'appelle Allende, le second voie pacifique et chilienne au socialisme. Eh oui ! le terrible Don Quichotte de la « révolution anti-impérialiste », le théoricien à la mode de la « révolution ininterrompue » à la sauce chinoise, s'est trouvé brusquement devant un nouveau fait accompli, l'« édification du socialisme » (puisque « édifier le socialisme », pour les marxistes universitaires, signifie nationaliser les monopoles, avec indemnisation bien entendu) par la voie du parlementarisme « ininterrompu » et des réformes pacifiques. N'est-ce pas naturel, et pourquoi l'exclure à priori, puisque dans l'histoire rien n'obéit à des lois et rien n'est prévisible ?

Donc, que la bourgeoisie ne grogne pas, que l'armée ne fasse pas la mauvaise tête, que les monopoles se laissent chrétiennement dépouiller, que l'impérialisme yankee se convertisse aux idéaux de la haute culture universitaire et que les curés, non seulement reconnaissent que le catholicisme est parfaitement compatible avec le marxisme, mais « se déclarent solennellement pour un système socialiste », comme le leur demande l'« Unità ». La « Monthly Review », organe des marxistes universitaires, peut mettre le cap sur le « socialisme » dernier cri avec son héros Allende ; elle fera le tour du monde à l'envers et elle finira bien par aborder en terre américaine.

A chacun sa Longue Marche — en première classe !

## Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Suite de la page 3)

se et en posaient les bases. C'est la même chose qui se produit en Russie en février 1917. La bourgeoisie est absolument opposée à la révolution, mais les masses des paysans et des ouvriers se placent sur le terrain bourgeois et défendent, contre la bourgeoisie, les intérêts de sa domination. En février 1917 c'est le prolétariat lui-même qui laisse le pouvoir aux mains de la bourgeoisie, c'est-à-dire qu'il combat non pour ses intérêts autonomes de classe, mais pour des intérêts bourgeois représentés par des partis comme le parti menchevik, le parti socialiste-révolutionnaire et le parti K.D., qui n'organisent pas la bourgeoisie comme couche sociale, mais en expriment les perspectives, justement parce qu'ils ne voient pas d'autre but de la révolution ni d'autre ordre social que ceux qui correspondent à la bourgeoisie. Ce n'est que lorsque le parti communiste se met à la tête des masses prolétariennes et leur indique un objectif qui dépasse les limites de la société bourgeoise et implique la destruction des rapports de production capitalistes à l'échelle mondiale, que la révolution devient prolétarienne, c'est-à-dire que la classe ouvrière se place sur son propre terrain et poursuit ses objectifs propres.

Le critère selon lequel la théorie marxiste analyse les faits sociaux et définit les classes et leur lutte est donc bien différent du critère vulgairement statistique qui se fonde mécaniquement sur la position des hommes dans le processus de production, et qui définit la classe bourgeoise comme l'ensemble des patrons et la classe ouvrière comme l'ensemble des ouvriers. Nous affirmons au contraire qu'une classe n'existe qu'à partir du moment où les masses qui occupent une

certaine position du fait du développement des forces productives expriment une ligne politique autonome, une vision particulière du devenir social qui correspond à leurs intérêts généraux, et agissent sur la base de cette ligne politique. Aujourd'hui, par exemple, la classe ouvrière ne suit pas sa direction de classe, mais elle est dominée par des partis qui, bien que composés d'ouvriers, expriment les exigences de la conservation capitaliste, et elle défend les intérêts de son ennemie, la classe bourgeoise.

Cette mise au point était nécessaire pour expliquer que lorsque nous affirmons que la révolution chinoise a été une révolution bourgeoise et que la Chine actuelle est un Etat capitaliste, nous ne voulons absolument pas dire que la bourgeoisie en tant que couche sociale détient en personne le pouvoir politique. Nous voulons au contraire dire et démontrer que le pouvoir instauré en Chine en 1949, et qui est actuellement en vigueur, exprime et défend les intérêts du développement et de la conservation capitaliste et donc la bourgeoisie en tant que classe, parce que ses perspectives, son programme, sa manière d'agir, ses rapports avec les différentes classes sociales et avec les autres Etats, son essence même en un mot, sont totalement insérés dans le cadre du mode de production capitaliste et de son développement.

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANÇON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, SOCHAUX-MONTBELIARD, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARRE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

## Le mouvement des "panthères noires"

(Suite de la page 2)

en réserve de "l'armée industrielle de réserve", ceux qui n'ont jamais travaillé et qui ne travailleront jamais.

Il s'agit d'une tentative pour fournir à cette catégorie sociale une théorie et une tactique, en cherchant dans les raisons historiques et sociales de l'impuissance politique du sous-prolétariat une force et une voie nouvelles et originales. N'ayant pas la possibilité de boycotter la production par la grève, et étant contraint à la bataille de rues, le sous-prolétariat serait plus révolutionnaire, il n'aurait « aucun oppresseur direct, sauf peut-être la police des pigs avec laquelle il se bat quotidiennement », et on ne comprend pas que cela signifie aussi pour lui une défaite inévitable.

Le rapport colonie-métropole est tout autre : une colonie est en un certain sens dépendante du pays impérialiste, mais en même temps elle produit et fournit certains produits, généralement des matières premières, ce qui lui permet parfois d'exercer un véritable chantage, et souvent elle est toute prête à s'entendre avec l'impérialisme pour exploiter son propre prolétariat. Elle n'est donc pas « exclue de l'économie », comme Cleaver le dit à propos du sous-prolétariat : elle se plaint d'être exclue du commerce mondial, ce qui est tout autre chose.

L'utilisation de la guérilla comme forme de lutte armée est tout aussi erronée. Dans les colonies, l'utilisation de la guérilla s'explique du fait que la lutte ne peut aller jusqu'à la destruction des rapports bourgeois, mais n'est qu'une manière d'exercer une certaine pression pour en changer l'orientation. La classe ouvrière, au contraire, n'a rien à perdre, que ses chaînes : c'est pourquoi elle s'organise pour une véritable guerre qui doit l'amener au contrôle total du pouvoir politique (c'est pourquoi le mouvement prolétarien n'admet aucune autonomie locale).

Le point faible des "Panthères Noires", c'est décidément la théorie. Cela saute aux yeux quand on considère les points de leur programme. Il ne s'agit d'ail-

leurs même pas d'un programme politique, mais de revendications qui devraient permettre la mobilisation des masses. Il s'agit tout au plus d'un réformisme traditionnel, s'appuyant sur la guérilla. Voici les dix points de la « plateforme-programme » de 1966 (qui est revendiquée telle quelle aujourd'hui). Elle réclame pour la communauté noire : Liberté, plein emploi, logement décent, éducation conforme à son histoire et à sa race (point particulièrement rétrograde), dispense de service militaire, arrêt des persécutions policières, liberté pour les prisonniers noirs, tribunaux avec jurys noirs, référendum sous le patronage de l'O.N.U. (sic !) pour établir la volonté de la communauté noire, enfin elle demande qu'on mette fin au pillage capitaliste et qu'on tienne la promesse faite il y a un siècle, c'est-à-dire le paiement de 40 acres et 2 rures à titre de dédommagement de l'esclavage et des massacres (accepté même en argent comptant).

Il n'y a pas l'ombre d'une analyse politique et économique qui montre la voie de l'émancipation (or qu'est-ce qu'un programme, sinon un ensemble de thèses exprimant cette analyse ?), mais seulement une série de requêtes auprès de l'Etat, auquel on rappelle quels sont ses « devoirs » : de telles revendications pourront peut-être mobiliser des groupes d'exploités sur le terrain de la violence, mais nullement modifier la nature des rapports de classe autrement que sur le papier.

Il est significatif à ce propos qu'on en arrive à écrire des pétitions aux Nations Unies qui devraient, « par simple justice », mener « une action universelle, avec des sanctions politiques et économiques, contre les U.S.A. », coupables de génocide, selon la définition établie par les Nations Unies elles-mêmes à leur Assemblée Générale du 9 décembre 1948. On pourrait croire à une pure et simple manœuvre, quoique naïve, pour alerter l'opinion publique, mais la conclusion de la plateforme-programme résumée plus haut donne à la chose son véritable fondement « théorique » : « Tous les hommes

» ont été créés égaux et pourvus » par le Créateur de certains » droits inaliénables, comme la » vie, la liberté, la recherche du » bonheur ».

Ce mouvement, qui oppose la violence ouverte à la violence mystifiée de l'Etat démocratique et raciste des Etats-Unis, entend donc agir dans le cadre même de cette société et se contente de réclamer une certaine autonomie pour son peuple. Admirable dans sa lutte à visage découvert, il se place cependant sur un terrain équivoque et fondamentalement anti-historique.

C'est justement cet aspect, que l'on rattache aux expériences des « héroïques » peuples du Vietnam et de Corée du Nord, qui constitue la partie rétrograde du mouvement, et il entre de plus en plus en crise et en contradiction au fur et à mesure que la lutte de classe se développe et reprend son contenu réel : car alors c'est le prolétariat (peu importe de quelle couleur !) qui reprend la première place, c'est-à-dire la classe qui supprime toute prétention à l'autonomie dans tous les domaines, depuis celui de l'école, de la « justice », du « service militaire », de la famille, à celui de l'organisation politique, économique, étatique, parce que tout est fondu, dans un mouvement unique et irrésistible, celui de la classe exploitée dans son ensemble, guidée par un unique parti.

Cependant, il est certain que l'expérience douloureuse des prolétaires et sous-prolétaires noirs, enfermés dans une lutte raciale sans perspective d'affranchissement réel, pourra contribuer, avec ses sacrifices continuels de forces généreuses, avec les assassinats perpétrés par les défenseurs de « l'ordre », avec les procès scandaleux, avec la montée du racisme, à ouvrir les yeux du prolétariat blanc ou de couleur et à faire naître une avant-garde politique qui saura rassembler tous les prolétaires sans discrimination de race. Tel est le souhait et le salut que nous adressons aux prolétaires noirs engagés dans leur courageuse bataille, comme aux prolétaires blancs encore engourdis par le sommeil.

## La cause du peuple ou la cause de Pékin ?

(Suite de la première page)

« théoriques ». La « C. d. P. » avaient seulement oublié que le gouvernement d'Islamabad est un des principaux alliés de Pékin ! Aussi a-t-il fallu rectifier la position dans le numéro suivant, le n° 39 du 1<sup>er</sup> mai, dans un article intitulé : « Chine et Pakistan : quelle est la vérité ? ».

D'abord l'article affirme que « jamais la Chine populaire n'a soutenu le gouvernement de » Yaya Khan depuis le début des événements. Le gouvernement indien a dû recourir à des faux » et des provocations pour tenter » de le faire croire. » (Cf. la manifestation contre l'ambassade de Chine en Inde et le message de Chou En Lai à Yaya Khan).

Ensuite l'article tente d'expliquer pourquoi la Chine s'est contentée de « dénoncer les ingérences indiennes et soviétiques dans les affaires intérieures du Pakistan. » La Chine est encerclée. Pour briser cet encerclement elle soutient toutes les luttes des peuples des pays qui favorisent ce blocus. « Mais elle a recours égoïstement à une politique égoïste de principe, dont l'essentielle a été résumée dans les » « principes de Bandoeng » : » non ingérence mutuelle dans » les affaires des pays, coexistence pacifique. » Or, dans le dispositif d'encerclement, l'Inde est une pièce maîtresse. Puisque le Pakistan est en conflit constant avec cette dernière, il est partie prenante dans la lutte anti-impérialiste et donc allié à la Chine. Voilà comment le Pakistan, Etat fantôme et oppresseur des Bengalis, devient trois semaines après, dans le même journal, une des pièces du soi-disant front international anti-impérialiste et l'Inde un « Etat impérialiste » (sic) !

Mais pourquoi la Chine n'a-t-elle pas soutenu ce mouvement d'émancipation nationale ? C'est simple : d'abord celui-ci n'a presque pas existé et de plus ce sont

des commandos indiens qui sont intervenus pour appuyer la Ligue Awami : « Vis-à-vis de cette situation, la Chine populaire, en tant qu'Etat, a déterminé son attitude de principe en fonction de la contradiction principale. Cette contradiction principale, c'était, depuis le début, celle qui opposait le Pakistan, Etat indépendant, à l'Inde, puissance impérialiste, qui, utilisant l'attitude criminelle du "gouvernement du Bengla Desh", avait entrepris une intervention armée directe contre le Pakistan Oriental sous le couvert d'un soutien fictif à une insurrection populaire. »

« On l'a vu, il n'y a pas eu d'insurrection populaire armée : les masses bengalis sont descendues dans la rue à l'appel d'hommes qui les ont livrées au massacre et qui se sont enfuis. Il est évident que si il y avait eu insurrection armée, si des forces populaires autonomes mêmes faibles avaient pu organiser un début d'auto-défense et de résistance dans les villes et surtout les campagnes, la contradiction principale eût été autre : elle aurait opposé, d'abord, le peuple aux réactionnaires pakistanais, et la Chine rouge aurait alors soutenu ce réel soulèvement. Il suffit de se rappeler son attitude vis-à-vis du grand mouvement de mai-juin 1968 en France : la Chine soutenait la politique de relative indépendance nationale du gouvernement gaulliste ; mais dès qu'il fut clair qu'il y avait un réel mouvement de masse, qu'aucune force réactionnaire française ou étrangère n'était vraiment capable de le manipuler, le gouvernement et le peuple de Chine ont magnifiquement soutenu la lutte des masses françaises. »

Dans ces extraits, se révèle la rhétorique oiseuse du stalinisme à la sauce orientale qui ose se

prendre pour de la dialectique matérialiste. Il ne faudrait pas confondre dialectique et contorsionisme. On sait que les Chinois sont passés maîtres dans la « résolution des contradictions ». Ainsi les Russes ont eu raison d'envoyer leurs chars à Berlin et à Budapest. En revanche, les répressions de Prague et de Pologne furent contre-révolutionnaires. La Chine soutenait le Biafra sécessionniste, mais non le Bengale.

La raison fondamentale de ces positions contradictoires ne sont pas à chercher dans les « principes » (!!) ou dans « l'analyse concrète d'une situation concrète » : elle est l'expression des intérêts de l'Etat chinois, émanation anonyme du capitalisme chinois. Ces intérêts ont dicté à la Chine de soutenir les mouvements subversifs à orientation nationale et petite-bourgeoise afin de desserrer l'étreinte des impérialismes murs. Mais la Chine prépare depuis toujours son entrée dans le « concert des nations » et dans cet « antre de brigands » qu'est l'O. N. U. Elle est sur le point d'y parvenir et sa « ligne » risque d'en subir des changements. Bien sûr, si le Bengale avait réussi à se rendre indépendant, la Chine l'aurait soutenu, à condition qu'il ne s'allie pas à l'Inde !

Pour nous, cette situation n'avait rien d'imprévisible et ne fait que corroborer nos analyses. En revanche, la « C. d. P. » est dans une impasse. Ou bien elle se « stalinise » et attend les directives de Pékin : ce faisant elle perd sa caractéristique spontanée et n'a qu'à rejoindre l'U. R. » et perdre une partie de ses troupes. Ou bien elle rompt avec la Chine et se transforme en simple groupement anarchiste, perdant alors ses « bases théoriques ». Espérons que les péripéties pakistanaises ouvriront les yeux aux militants sincères des mouvements maoïstes et qu'ils ne se laisseront pas endormir par des semblants d'explication du plus mauvais aloi.

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »

1, 3, 5, Boulevard Schloesing  
MARSEILLE (X<sup>e</sup>) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.